

Communiqué de presse

Les Associations tarnaises
Membres du Collectif Régional
Toutes Nos Energies Occitanie Environnement

interpellent les députés et sénateurs tarnais

« *Gilets jaunes, illusions vertes* »

L'annonce par le gouvernement le 27 novembre, dans le cadre de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE), de tripler le nombre d'éoliennes terrestres à l'horizon 2028, équivaut à une déclaration de guerre au milieu rural.

Cette annonce est d'autant plus surréaliste à un moment où, en réaction au mouvement des gilets jaunes, le pouvoir fait mine de se mettre à l'écoute des "populations périphériques" et de s'attaquer résolument, en s'appuyant sur les "élus de proximité", à la fracture entre la France des métropoles et celle des régions rurales.

Le pays dépense 60% de son budget climat en subventions au secteur de la production électrique, lequel est responsable de seulement 6% des émissions de gaz à effet de serre; une bizarrerie qui devrait interpellé aussi bien nos dirigeants qui se targuent d'efficacité que leurs opposants pourfendeurs de la dépense publique.

L'annonce gouvernementale de tripler le nombre d'éoliennes s'accompagne d'une mesure législative, dite "décret Lecornu- De Rugy" qui, de façon absolument inédite dans le droit français place le secteur dans le cadre d'une justice d'exception, décret qui va être attaqué en Conseil d'Etat.

Une politique de développement des énergies renouvelables qui ignore les ressorts humains fondamentaux mentionnés ici n'est pas forcément vouée à l'échec en tant que programme industriel. Mais elle est certainement vouée à susciter l'impopularité, la colère, le ressentiment, la désaffection, la défiance – bref, tout ce dont notre république, dans le contexte sociopolitique actuel, n'a pas besoin en quantités supplémentaires.

Pour les "élus de proximité" appelés à la rescousse en tant que médiateurs du dialogue social des prochains mois, il est important d'avoir à l'esprit qu'ils fonctionnent dans un système qui met à mal la notion même de proximité.

Contrairement à de nombreux départements, le silence de nos représentants au Parlement et au sénat devient insupportable. Nos associations, leurs adhérents, les victimes actuelles et futures des nuisances de l'éolien industriel demandent une prise de position de leur part et une intervention auprès du gouvernement afin que soit respectées la dignité et les conditions de vie des habitants des espaces ruraux qui font vivre ces territoires sans toujours bénéficier d'un niveau acceptable de services publics.

Contact
Jacques Biau
Président Nostra Montanha
nostramontanha@gmail.com